

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 24/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TESSENDERLO KERLEY FRANCE**

443, Boulevard Stalingrad  
76120 Le Grand-Quevilly

Références : UDRD.2025.12.R.23  
Code AIOT : 0005806101

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement TESSENDERLO KERLEY FRANCE implanté 443, Boulevard Stalingrad 76120 Le Grand-Quevilly. L'inspection a été annoncée le 14/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 02 décembre 2025 a visé le récolement des suites de la visite d'inspection du 09 septembre 2024 ainsi que le contrôle du suivi des équipements sous pression du site opéré par la société TESSENDERLO KERLEY FRANCE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TESSENDERLO KERLEY FRANCE
- 443, Boulevard Stalingrad 76120 Le Grand-Quevilly
- Code AIOT : 0005806101
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation TESSENDERLO KERLEY FRANCE du Grand-Quevilly est une entreprise spécialisée dans la production d'engrais et de fertilisants soufrés.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques
- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 9
- ATEX
- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines
- Équipement sous pression
- Légionelles / prévention légionellose

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 18/11/2020, article 4.3.13	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 18/11/2020, article 10.2.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
4	LISTE DES APPAREILS A PRESSION	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	/	Sans objet
5	SUIVI EN SERVICE	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 12	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite du 02 décembre 2025, l'inspection des installations classées constate un suivi efficace des équipements sous pression (ESP) opéré par la société TESSENDERLO KERLEY FRANCE. Sur le bruit, les dépassements observés durant les campagnes de 2025 doivent amener l'exploitant à définir leur provenance et à viser leur réduction si elles relèvent de son activité.

Sur le contrôle périodique des installations électriques, l'inspection des installations classées prend acte du dernier rapport faisant état d'un contrôle sans entrave et concluant sur des installations sûres.

Concernant la surveillance quinquennale des eaux souterraines, l'inspection des installations classées constate une campagne à moitié achevée avec un suivi en période de basses eaux manquant en 2025. Ce constat fait suite à un premier rappel émis à l'issue de la visite d'inspection du 09 septembre 2024. **En conséquence, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure permettant d'encadrer le retour en conformité du site par la réalisation d'une nouvelle campagne d'analyse d'ici le 30 septembre 2026.** Sur cette thématique, l'inspection des installations classées formule plusieurs demandes parmi lesquelles des précisions sur l'emplacement cartographique des piézomètres, la complétude de la plateforme GIDAF ainsi que le capotage et la déclaration le cas échéant des puits du site auprès des services du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/11/2020, article 10.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure des émissions sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 09/09/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 10/10/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une mesure de la situation acoustique (niveau de bruit et de l'émergence) est effectuée dans un délai fixé dans le titre 12 du présent arrêté puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins dont le choix est communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ce contrôle est effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées peut demander.</p> <p>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p>

**Constats :**

En 2025, la société TESSENDERLO KERLEY FRANCE a procédé à 2 campagnes d'audits acoustiques, l'une le 05 avril 2025 lors de laquelle l'usine était à l'arrêt de même que le site voisin LAT NITROGEN, l'autre le 24 mai 2025 lors de laquelle l'usine était en fonctionnement.

Ces campagnes mettent en exergue des dépassements du niveau sonore en limite de propriété dû au bruit ambiant environnant des véhicules automoteurs, au bruit venant de la salle des fêtes située à proximité ainsi qu'aux discussions et travaux chez le voisin LAT NITROGEN en période d'arrêt comme de fonctionnement des installations.

Néanmoins, il existe des dépassements moyens de valeurs limites de bruit, sans qu'il ne soit déterminé avec assurance que le bruit provienne du site.

En séance, l'exploitant a indiqué mener un travail de recherche sur les équipements susceptibles d'être à l'origine de nuisances sonores. Il a indiqué que le seul émissaire atmosphérique du site était la cheminée d'extraction en sortie, équipement qui ne génère pas de bruit. L'état de ses réflexions se portait alors sur une pompe qui pouvait potentiellement présenter une usure prématurée.

**Commentaire n°1 :** l'inspection des installations classées relève que les installations de la société TESSENDERLO KERLEY FRANCE n'ont pas fait l'objet de plainte pour bruit ces dernières années. L'inspection enjoint l'exploitant à poursuivre ses recherches dans la détermination des équipements les plus bruyants dans l'objectif de viser la réduction de ses émissions sonores.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Surveillance des eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/11/2020, article 4.3.13

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance quinquennale

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 10/07/2025

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant implante un réseau de 3 piézomètres au minimum au niveau du site (1 en amont du site et 2 en aval de l'exploitation) dans les 8 mois suivant la notification du présent arrêté. L'emplacement des piézomètres est déterminé sur la base d'une étude hydrogéologique réalisée par un organisme compétent, après accord de l'inspection des installations classées. L'étude hydrogéologique comprenant un projet d'implantation des piézomètres figurant sur un plan est transmise sous 6 mois à l'inspection des installations classées. Les paramètres suivis et les fréquences d'analyses sont définis dans le tableau ci-après :

PARAMETRES	FREQUENCE REVISEE
pH	Tous les 5 ans (en périodes de hautes et basses eaux)
Température	Tous les 5 ans (en périodes de hautes et basses eaux)
Matières en suspensions totales (MEST)	Tous les 5 ans (en périodes de hautes et basses eaux)
Demande chimique en oxygène (DCO) sur effluent non décanté	Tous les 5 ans (en périodes de hautes et basses eaux)
Hydrocarbures totaux	Tous les 5 ans (en périodes de hautes et basses eaux)
Conductivité	Tous les 5 ans (en périodes de hautes et basses eaux)
Nitrates	Tous les 5 ans (en périodes de hautes et basses eaux)
Ammonium	Tous les 5 ans (en périodes de hautes et basses eaux)
Niveau piézométrique	Tous les 5 ans (en périodes de hautes et basses eaux)
Sulfates	Tous les 5 ans (en périodes de hautes et basses eaux)

Les mesures sont réalisées dans les 12 mois suivant le démarrage des installations selon la périodicité détaillée dans le tableau précédent. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant.

L'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus :

- comparaison amont / aval en précisant le sens d'écoulement de la nappe ;
- évolution des résultats par rapport aux années précédentes ;
- comparaison des résultats avec des valeurs de référence (AM du 17/12/08, AM du 11/01/07 ...).

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

Les résultats et leur interprétation sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats sont rentrés dans l'outil GIDAF.

## Constats :

Depuis la dernière visite d'inspection, l'exploitant a procédé à une campagne d'analyse des eaux souterraines le 02 octobre 2024, en période de hautes eaux, au droit de 3 piézomètres.

**Demande n°1 :** l'exploitant indique par une carte l'emplacement des 3 piézomètres suivis, au regard du sens d'écoulement des eaux souterraines. Il s'assure en prévision des futures campagnes que les 2 piézomètres aval ne soient pas alignés.

La campagne de suivi des eaux souterraines du 02 octobre 2024 n'a pas fait l'objet d'une communication auprès des services de l'État sur la plateforme de gestion informatisée des données d'autosurveillance fréquente (GIDAF).

**Demande n°2 :** l'exploitant complète la plateforme GIDAF de tous les résultats de suivi des eaux souterraines à sa disposition avant le 31 décembre 2025.

La campagne d'octobre 2024 met notamment en avant les valeurs suivantes dans les eaux souterraines :

- piézomètre A : MES : 960 mg/l, sulfates 3 830 mg/l, nitrates 1 330 mg/l, DCO 959 mg/l
- piézomètre B : MES 4 000 mg/l, sulfates 376 mg/l, DCO 408 mg/l, ammonium 6,15 mg/l
- piézomètre 104 : MES 220 mg/l, sulfates 1 220 mg/l, nitrates 282 mg/l, ammonium 26,4 mg/l

Interrogé sur ces fortes concentrations dans les eaux souterraines, l'exploitant n'a pas été en mesure de les expliquer. Il a indiqué que la vanne barrage du site était fermée 99 % du temps et que seul un rejet accidentel dans les eaux superficielles a eu lieu par le passé, rien dans les eaux souterraines. Il s'agissait alors d'éléments de purge de la chaudière et des tours aéroréfrigérantes (TAR).

**Non-conformité n°1 :** la société TESSENDERLO KERLEY FRANCE n'a réalisé qu'une campagne de suivi des eaux souterraines en période de hautes eaux en 2024. Dans son rapport relatif à la visite du 09 septembre 2024, l'inspection des installations classées rappelait la nécessité de compléter cette campagne par une seconde campagne au maximum 6 mois plus tard afin de comparer les valeurs en période de basses et de hautes eaux.

**En conséquence, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté préfectoral visant la mise en demeure de l'exploitant de se conformer à l'article 4.3.13 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2020.**

**Demande n°3 :** l'exploitant doit procéder à une nouvelle campagne complète de suivi des eaux souterraines en période de basses (hiver 2025) et hautes eaux (été 2026). À l'issue de ces 2 campagnes et **avant le 30 septembre 2026**, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un document d'interprétation comme défini à l'article 4.3.13 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2020. Ce document doit spécifiquement expliciter les concentrations en MES, sulfates, nitrates, DCO et ammonium observés durant la campagne de 2024, sur la base de toutes les données à sa disposition depuis l'édition de son rapport de base de 2016. Sur la base de ces résultats, l'exploitant propose, le cas échéant, un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de ces valeurs et en réduire les effets.

Durant la visite du site, l'inspection des installations classées a constaté la présence de capots sur les piézomètres susmentionnés, mais l'absence de dispositif de sécurité (verrouillage) comme mentionné à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003. L'inspection a interrogé

l'exploitant sur la déclaration de ses puits auprès du bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et l'attribution d'un numéro de la banque de données des sous-sols (BSS), ce qu'il n'a pas été en mesure de confirmer.

**Demande n°4 :** l'exploitant verrouillera l'intégralité de ses puits **avant le 15 janvier 2026** et procédera, le cas échéant, à leur déclaration auprès du BRGM avant d'apposer leur numéro BSS à proximité immédiate.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 9 mois

### N° 3 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des installations électriques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 10/04/2025

**Prescription contrôlée :**

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »

...

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

...

**Constats :**

La société TESSENDERLO KERLEY FRANCE a missionné un prestataire qui a procédé au contrôle périodique des installations électriques le 18 avril 2025. Le compte-rendu de vérification Q18 afférent fait état d'une vérification partielle des installations électriques, la protection alimentant le départ général réseau public étant situé sur le site de LAT NITROGEN. Toutefois, la société TESSENDERLO KERLEY FRANCE a autorisé la coupure électrique totale du site.

De plus, le prestataire a indiqué avoir reçu de l'exploitant la désignation des locaux à risque d'incendie ainsi que le document relatif à la protection contre les explosions.

Enfin, le compte-rendu Q18 conclut que les installations électriques de la société TESSENDERLO KERLEY FRANCE ne peuvent pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion.

L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement n'a pas d'observation à formuler sur ce point.



<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

#### N° 4 : LISTE DES APPAREILS A PRESSION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Appareils à pression
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

<b>Constats :</b>
-------------------

Durant la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées la liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions s'appliquant aux appareils à pression. Cette liste contient 10 équipements, dont 1 incinérateur, 2 tuyauteries et 2 éléments de chaudière notamment, pour des années de construction s'échelonnant sur 2016 et 2017.

Pour chaque équipement, l'exploitant trace dans le suivi le type, le régime de surveillance ainsi que les dates de dernière et de prochaine inspection/requalification périodique. L'inspection des installations classées n'a constaté aucune échéance échue dans le suivi opéré par la société TESSENDERLO KERLEY FRANCE.

L'inspection des installations classées n'a pas d'observation à formuler sur ce point.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

#### N° 5 : SUIVI EN SERVICE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 12
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Appareils à pression
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

En application de l'article R. 557-14-4 du code de l'environnement, un équipement ou un accessoire mentionné au I ou aux 1° et 2° du III de l'article R. 557-14-1 de ce même code fait l'objet d'un suivi en service :

- selon le chapitre Ier du présent titre, si l'équipement fait l'objet d'un plan d'inspection ;
- selon le chapitre II du présent titre, par défaut.

<b>Constats :</b>
-------------------

L'inspection des installations classées a contrôlé durant la visite des compte-rendus d'inspection périodique et a analysé des attestations de requalification périodique.

#### Colonne T401/T402

En séance, l'exploitant a indiqué avoir procédé en avril 2025 à la requalification de la colonne T401/T402 traversée par divers gaz. L'inspection des installations classées a consulté en séance l'attestation de requalification périodique de cet équipement sous pression établi par un bureau d'étude. Le bureau d'étude conclut sur un équipement jugé apte à fonctionner en sécurité jusqu'à la prochaine opération de contrôle prévue par l'article L.557-28 du code de l'environnement, ou à sa mise hors service, fixée au plus tard le 11 avril 2029 sous réserve de ne pas modifier les conditions d'exploitation. Sur cet équipement, il est à noter que l'exploitant avait prévu un plan de patinage complet de toute l'installation en vue de sa requalification, mais la pression de service étant inférieure à 4 bars (1 bar) et les fluides la traversant n'étant pas de la vapeur d'eau ou de l'eau surchauffée, le bureau d'étude n'a pas procédé à une épreuve hydraulique. Le bureau d'étude conclut sur un résultat satisfaisant et confirme le retarage à 1 bar de la soupape par un prestataire le 11 avril 2025.

#### Réacteur - Serpentin R408

Cet équipement a fait l'objet d'une inspection périodique en avril 2024 par un bureau d'étude qui conclut sur une inspection non satisfaisante du fait d'accessoires de sécurité absents ou inadaptés et de présence d'obstacles. Interrogé sur ces observations, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées avoir depuis lors retiré l'équipement incriminé dont le défaut de conception était d'origine. L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les modifications apportées à l'équipement durant la visite de site.

La prochaine échéance de cet équipement est une requalification au 1er juin 2026 au plus tard.

#### Chaudière B400 - Soupapes PSV400A&B

Les soupapes attenantes à la chaudière B400 ont fait l'objet d'un procès verbal d'essai de fonctionnement le 15 juillet 2025. Il ressort de ce procès-verbal des soupapes fuyardes avant et après essais. La boulonnerie d'assemblage de la bride d'admission est également relevée comme trop courte. Interrogé sur ces observations, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que l'orifice d'où sortait l'eau était une purge destinée à éviter la stagnation d'eau dans l'équipement. Au cours de la visite, l'inspection a observé une oxydation prématurée de la tuyauterie dûe à ces écoulements. L'exploitant a exposé l'absence de danger engendré par cette détérioration à ce stade.

La prochaine échéance de ces équipements est une inspection périodique au 04 avril 2026 au plus tard. En séance, l'exploitant s'est engagé à demander l'avis de son prestataire lors de sa prochaine visite et à procéder à des réparations/remplacement de l'équipement selon cet avis.

À noter que le procès-verbal conclut sur le bon fonctionnement des 2 soupapes lors des essais de juillet 2025.

**Commentaire n°2 :** L'inspection des installations classées note la volonté de l'exploitant de faire procéder aux éventuelles mises en conformité à réaliser à l'issue de la prochaine inspection d'avril 2026. Ce point pourra faire l'objet d'un nouveau contrôle.

**Type de suites proposées :** Sans suite